

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 10

Artikel: Le Service de renseignement stratégique devient un organe civil
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346061>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

trophe font de l'excellent travail sans assurer eux-mêmes leur protection armée; c'est très bien ainsi et on ne peut que leur souhaiter longue vie et plein succès! Il n'est question ici que des formations militaires, traditionnellement armées ou bénéficiant d'une protection armée (font exception, bien sûr, les formations sanitaires): pour celles-là, quelle solution? Si l'on exclut, pour les raisons qu'on vient de voir, leur protection par nos soins, l'alternative est simple:

■ **Ne pas y aller.** L'abstention supprime le problème, mais elle supprime aussi l'efficacité. Nos formations du génie, de transports, de transmissions et autres peuvent rendre de grands services, tout en accumulant d'utiles expériences. De part et d'autre, tout le monde

de serait perdant. C'est pourtant la seule solution ... si l'on écarte l'autre.

■ **Y aller mais comme maintenant,** c'est-à-dire sans armement de combat. Les inconvénients sont principalement d'ordre pratique (gérer la collaboration avec des détachements de protection étrangers) et psychologique (accepter d'être protégé par d'autres).

N'ayons pourtant pas honte d'expliquer les bonnes raisons qu'a la Suisse de ne pas faire comme tout le monde: pas forcément mieux, mais autrement! Ainsi les risques resteront faibles et l'utilité évidente, pour nous comme pour les victimes de la guerre humanitaire. Libre à ceux qui se sentiraient un peu nus, sans protection 100% helvétique, de s'abstenir.

N'en déplaise à quelques bonnes âmes, la Suisse a intérêt à se montrer généreuse et efficace hors de nos frontières; mais sa plus grande force est de pouvoir aller partout, d'être bien accueillie partout, d'aider partout, parce qu'on sait que «les Suisses ne tuent pas», lorsque la défense de leur pays n'est pas en jeu. C'est cela l'ouverture: être présent et utile partout, mais sans amener nos mitrailleuses, nos roquettes et nos chars! Ce capital de confiance est précieux; ne le dilapidons pas en rompant avec une tradition qui a fait ses preuves en prenant le risque d'affrontements qui, malgré toutes les précautions, pourraient nous coûter politiquement très cher. C'est cette évidence qui doit l'emporter sur toute autre considération, militaire ou non.

P. M.

Le Service de renseignement stratégique devient un organe civil

Le Conseil fédéral a décidé de détacher de l'Etat-major général le Service de renseignement stratégique, d'en faire une organisation civile qui restera intégrée au Département de la défense, de la protection de la population et des sports. Les fractions d'état-major de l'armée, affectées au service de renseignement stratégique, seront progressivement dissoutes. En revanche, le personnel scientifique de milice, chargé de tâches d'analyse et d'évacuation, sera conservé. L'Etat-major général continuera à disposer d'un Service de renseignement militaire (actuellement, Service de renseignement de l'armée); les Forces aériennes conserveront leur Service de renseignement.